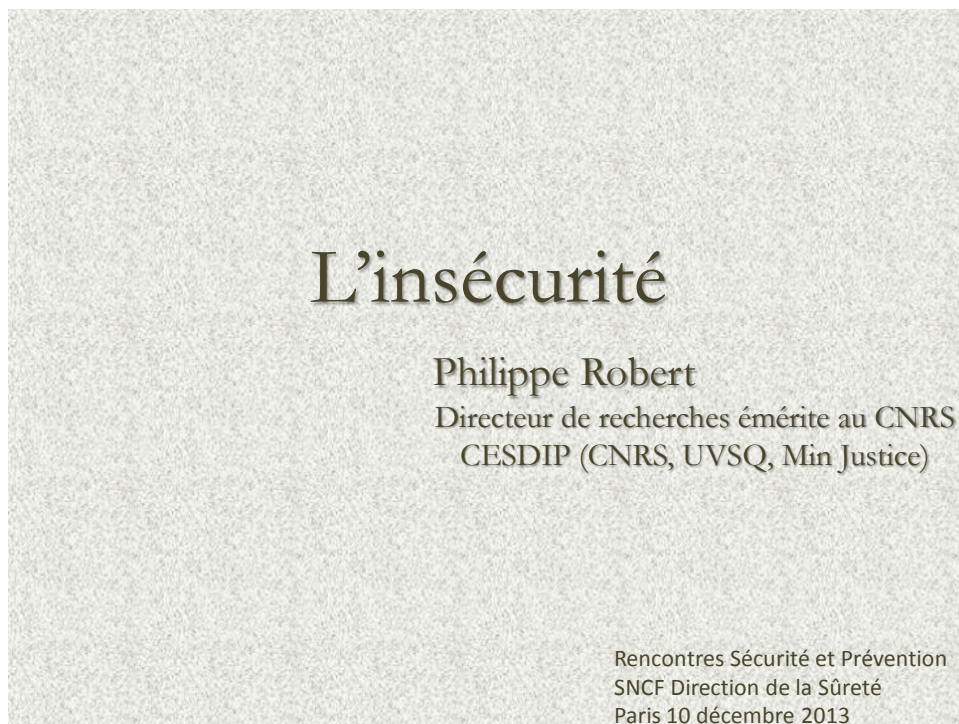


L'insécurité

Philippe ROBERT

Directeur de recherches émérite au CNRS¹



Rencontres Sécurité & Prévention

SNCF Direction de la Sécurité

Cercle national des Armées
8, place Saint Augustin
750087-Paris
Mardi 10 décembre 2013, 9h

¹ CESDIP (CNRS, UVSQ, MJ)

Dans la période actuelle particulièrement, l'insécurité s'étend à plusieurs domaines de la vie sociale. Nous ne parlerons ici que de celle liée à la délinquance. Chemin faisant, nous verrons cependant qu'elle n'est pas entièrement déconnectée d'autres insécurités.

Souvent, cette insécurité paraît déroutante ; on peine à en comprendre les mécanismes.

C'est qu'elle n'est pas le simple décalque du risque auquel on se trouve exposé ou de l'expérience que l'on a de la délinquance. Il y a là comme une énigme.

Les mesures traditionnelles – comme la statistique de police – sont donc ici parfaitement inutiles. Il faut recourir à des outils particuliers, des enquêtes dites de victimation où l'on demande aux membres d'un échantillon de population s'ils ont été victimes de tel ou tel délit au cours d'une période donnée et ce qu'ils ont ressenti. Il faut aussi tenir compte de l'expérience acquise dans des recherches qui peuvent répondre à des dénominations différentes selon les pays (Insécurité, *Unsicherheit*, *Insecurity*, *Unsafety*, *fear of crime*, voire *Moral Panic*).

Je rappellerai d'abord brièvement les explications avancées pour tenter de dissoudre l'énigme de l'insécurité. Ensuite, je m'attellerai à montrer comment elle fonctionne. Pour rendre les choses plus faciles, je prendrai d'abord un exemple concret, les combinaisons de la victimation et de l'insécurité sur différents territoires d'Île-de-France. Il me sera alors plus facile de vous montrer comment fonctionne l'insécurité. Pour finir, je dirai quelques mots des particularités de l'insécurité dans les transports publics.

I. Peut-on dissoudre l'énigme de l'insécurité ?

On a soutenu que l'insécurité découle surtout d'un message médiatique qui grossit de manière indue la criminalité. On s'est aussi demandé si l'insécurité ne se nourrit pas de désordres, plutôt que de la délinquance à proprement parler. Enfin, on a cherché à corriger l'importance de l'appréhension en tenant compte des différences d'exposition au risque ou de la plus grande vulnérabilité de certains individus.

Les médias font une place globalement importante à la délinquance et surtout ils parlent essentiellement des crimes les plus spectaculaires et les plus effrayants, notamment des violences. Par ailleurs, divers acteurs ont tout intérêt à les alimenter en informations dramatiques et insécurisantes sur la criminalité : des politiques cherchent un argument électoral dans les réactions de peur ou pensent détourner l'attention publique de problèmes sociaux plus compliqués tel le chômage ; des policiers y puisent des arguments pour demander de nouveaux moyens, faire valoir l'importance de leur rôle, voire réduire au silence des critiques sur leurs rapports avec la population ; enfin des entrepreneurs moraux y trouvent des arguments à l'appui de leurs demandes répressives, des groupes de pression cherchent à discréditer certaines minorités en leur imputant une criminalité menaçante. L'insécurité constitue un argument de vente mobilisable au service de plusieurs causes.

Pour autant, un message médiatique alarmant pour la sécurité est reçu comme tel seulement s'il corrobore une expérience personnelle ou s'il rencontre une préoccupation sécuritaire préexistante. Sur ce terrain favorable, il peut nourrir l'insécurité surtout en cas de matraquage médiatique durable, d'autant que les plus sensibles à l'insécurité sont aussi ceux qui se repaissent le plus volontiers et avec le plus d'assiduité de messages alarmants. Peut alors se créer une sorte de cercle vicieux : ceux qui présentent une sensibilité aux problèmes d'insécurité accueilleront avec empressement la confirmation que leur apporte l'autorité médiatique. L'influence médiatique sur l'insécurité tient surtout dans la capacité des moyens de communication de masse à fournir des schémas cognitifs, à opérer une mise en forme du sentiment d'insécurité, de ses causes (*la démission des parents* ou *le laxisme de la justice*) et des remèdes

qu'il convient d'y appliquer (*la tolérance zéro*), à fournir des grilles de lecture toutes faites. Mais, au total, le sentiment d'insécurité ne peut être tenu pour une simple création médiatique.

Une deuxième direction impute l'insécurité aux incivilités plutôt qu'à la délinquance : quand on laisse s'accumuler dans un quartier les signes de désordre social (ivresse, bandes de jeunes, harcèlement dans la rue, trafic de drogue...) et ceux de désordre physique (vandalisme, bâtiments laissés à l'abandon, accumulation durable d'ordures et de déchets...), on sape les mécanismes de contrôle informel, le marché du logement s'effondre, les familles qui le peuvent déménagent pour échapper à la stigmatisation d'une zone qui s'engouffre dans une spirale de désordre, le sentiment d'insécurité prospère. Reste cependant que les mêmes incivilités peuvent insécuriser l'un et laisser l'autre de glace en sorte qu'elles ne suffisent pas pour expliquer l'insécurité.

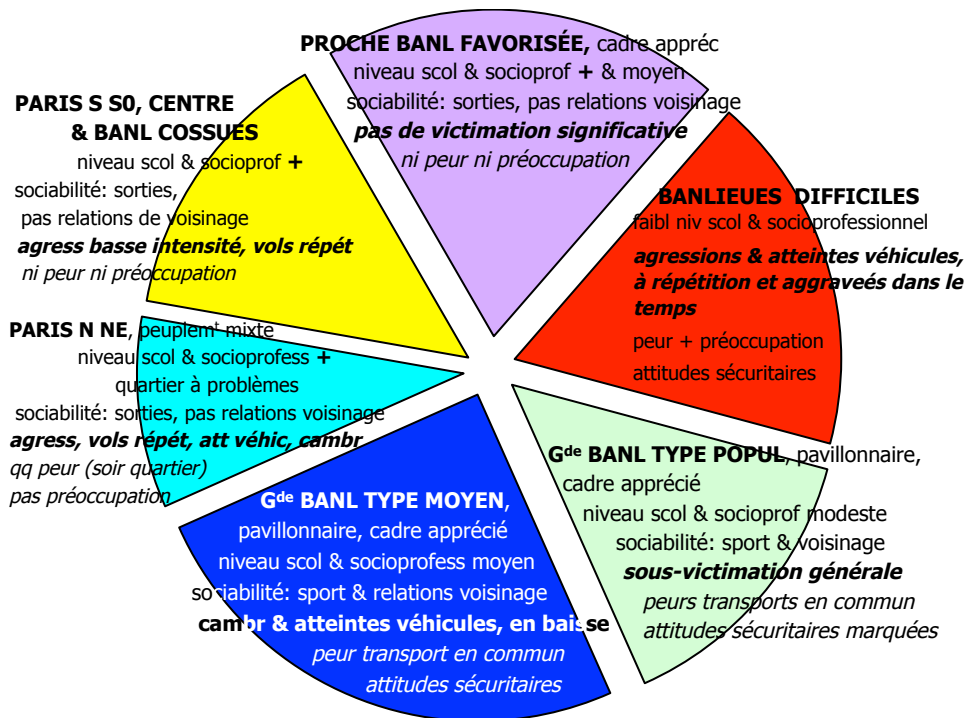
Une troisième piste de recherche a essayé de corriger la mauvaise concordance entre l'importance de la criminalité et la peur qu'elle peut susciter. Le retraité ou la femme au foyer qui exprime une très forte appréhension est moins illogique qu'il y paraît ; son risque de victimation doit être rapporté à une exposition beaucoup moins intense que celle, disons, du jeune homme qui sort chaque soir ; il est donc plus important qu'il y paraît. D'autres considérations agissent dans le même sens, ainsi de la différence de vulnérabilité : la perspective d'être bousculé est bien plus grave pour un vieillard que pour un garçon de vingt ans ; quand celui-ci risque une fracture vite recollée, le premier est menacé d'une invalidité permanente. Ainsi encore de ce que Ferraro (1995) appelle le *shadow effect* de la peur du viol sur la peur du crime chez les femmes : derrière toute situation menaçante se profile le risque, bien plus effrayant encore, d'agression sexuelle.

Aucune de ces trois explications n'est parvenue à réduire entièrement l'énigme de l'insécurité, il a donc bien fallu aller plus loin : le sentiment d'insécurité constitue-t-il une réalité homogène ou bien le terme recouvre-t-il plusieurs aspects différents ?

II. Comment fonctionne l'insécurité

Pour rendre mon explication plus concrète, je vais commencer par un exemple concret : comment l'insécurité se combine avec la victimation dans les territoires franciliens. Il sera alors plus facile d'en déduire ensuite comment fonctionne l'insécurité.

1. Comment l'insécurité se combine avec la victimation dans les territoires franciliens



Globalement le risque de victimation y est plus élevé que dans le reste du territoire métropolitain. Il varie toutefois d'un endroit de la région à un autre. S'éloigner de la capitale constitue la meilleure protection : ceux qui résident en grande banlieue y sont moins exposés. Ceci dit, il n'est pas toujours nécessaire d'aller bien loin pour gagner une relative tranquillité : il suffit de choisir les zones résidentielles de la proche banlieue Sud-Ouest. Les Parisiens, au contraire, sont plus exposés que la moyenne des Franciliens ; mais le risque est plus accentué encore pour ceux qui habitent les arrondissements Nord et Est que pour les résidents des arrondissements plus cossus du Centre, du Sud et du Sud-Ouest de la capitale. Comme on s'y attendait, la proche banlieue populaire Nord à forte densité de zones de relégation subit, elle, une forte pression délinquante, quoique finalement le risque soit au moins aussi élevé dans les arrondissements Nord de Paris. En fin de compte, l'exposition au risque de victimation dépend beaucoup de l'implantation : il atteint son zénith si l'on habite Paris et sa proche banlieue Nord, il est moins élevé dans le reste de la région. De surcroît, dans le premier cas, on est plus que proportionnellement exposé à un risque de proximité lié au quartier où l'on vit ; dans l'autre, s'il arrive d'être victime, c'est plutôt loin de sa résidence, au travail ou dans les déplacements.

Le sentiment d'insécurité ne se distribue pas de la même manière. Qu'il ne concerne guère les résidents de la proche banlieue résidentielle Sud-Ouest où la pression délinquante est limitée, voilà qui n'étonne pas. Mais les Parisiens – qui sont pourtant les plus exposés à la victimation – paraissent eux aussi peu sensibles à l'insécurité, comme si le prestige et les avantages de la résidence dans la capitale empêchaient le risque délinquant de se traduire en insécurité. Toutefois les habitants des arrondissements Nord et Est manifestent, de manière réaliste, qu'ils sont conscients des risques encourus dans leur voisinage immédiat et que leur vigilance est en éveil. Pour autant, l'enjeu n'est pas tel au regard des avantages de la vie parisienne qu'il les fasse verser dans une crispation sécuritaire. Non plus que dans la punitivité à laquelle ils ne croient pas, ils ne versent dans la xénophobie malgré la forte composante migratoire de leur zone de résidence. Le risque de victimation représente seulement pour eux un 'résidu' qu'il faut accepter et gérer si l'on préfère rester dans Paris.

Chez leurs voisins de la proche banlieue Nord, au contraire, les peurs concrètes sont à leur acmé et le risque élevé de victimation est vécu comme l'insupportable conséquence d'une assignation à résidence à laquelle on ne peut échapper faute de moyens. Du coup, elles

s'accompagnent de très fortes crispations sécuritaires : certes, ces enquêtés savent bien que l'accès à l'emploi et aux revenus constituent des enjeux de plus grande ampleur, mais l'insécurité vient redoubler les difficultés économiques dans lesquelles ils se débattent. Au plan politique, on relève une tentation abstentionniste qui fait concurrence au traditionnel tropisme favorable aux partis de gauche ; ces couches populaires se retrouvent de moins en moins dans le jeu politique ; on y observe aussi en mineur un vote protestataire pour les extrêmes.

On s'étonne davantage de rencontrer de fortes crispations sécuritaires en lointaine banlieue : paradoxalement, l'exposition à la victimation y est plus faible qu'ailleurs en Île-de-France. Si les crispations sécuritaires abstraites, la punitivité et la xénophobie sont au plus haut dans cette zone, les peurs concrètes, elles, n'y flambent que s'il est question de transports en commun, notamment ferrés. On ne se plaint pas de l'environnement immédiat que l'on estime plutôt agréable, que l'on ne souhaite pas quitter, où l'on n'éprouve pas de crainte particulière. À son voisinage, on reproche seulement un sous-équipement typique de zones excentrées : les aménités y sont plus rares qu'à Paris bien sûr, mais aussi que dans la proche banlieue même populaire ; plus exactement, on dispose seulement sur place de 'l'atmosphère villageoise', l'accès à toutes les autres aménités suppose un déplacement. Le gros investissement c'est la propriété de la maison individuelle à laquelle on s'accroche comme au témoin d'une appartenance de moins en moins facile aux classes moyennes. La concentration de la peur sur les transports en commun signifie que c'est vraiment la seule situation où l'on s'estime exposé, d'autant plus exposé que, malgré un usage intense des moyens de transports personnels, le recours aux transports en commun s'opère sur des fins de ligne plus mal contrôlées que les sections centrales. Mais elle signifie aussi que le problème ne se situe pas dans le voisinage immédiat auquel on reproche peu de choses, mais dans son implantation : pour être tranquille, pour pouvoir être propriétaire, il a fallu aller loin, faire le deuil des centres villes et des villes centres. On est au calme certes, mais on l'est au prix fort : repoussé en périphérie, contraint à de longs déplacements. Ni parisien, ni banlieusard, ce mode de vie périurbain développe peut-être un séparatisme spatial, mais il se paie par un éloignement et donc une forte dépendance envers les transports. En Île-de-France, ces contraintes ont été durcies par l'accroissement considérable du coût du logement et des déplacements. Le score relativement élevé de l'extrême-droite, même dans une conjoncture qui lui était aussi défavorable que la présidentielle de 2007, signe une difficulté, surtout dans les fractions les plus populaires de ces populations de grande banlieue, à se retrouver représenté dans le jeu politique.

Au total, nous trouvons un sentiment d'insécurité lié à une forte exposition à la délinquance, tant dans les arrondissements Nord de Paris que dans la proche banlieue Nord, mais il flambe dans celle-ci alors qu'il demeure limité à une sorte de vigilance 'rationnelle' dans ceux-là. Et nous rencontrons aussi un fort sentiment d'insécurité dans des zones périurbaines pourtant moins exposées au risque délinquant. Finalement, le sentiment d'insécurité apparaît surtout lié au rang social. Ceux qui bénéficient de multiples ressources – éducatives, professionnelles, financières – ne présentent guère de crispations sécuritaires : la délinquance ne constitue jamais à leurs yeux qu'un enjeu mineur, qu'ils y soient exposés ou non ; ils adhèrent globalement à une vision du monde où l'accès au travail et aux revenus constitue un défi bien plus important.

2. Peurs et préoccupation

L'exemple francilien permet de comprendre comment fonctionne l'insécurité. Au lieu de prendre toujours la même forme invariable, elle s'inscrit de manière variable sur une sorte de *continuum* ou de gamme.

L'une des extrémités est très liée à l'exposition concrète (de soi ou des siens) à la délinquance. Elle constitue une sorte de réaction – on parle toujours de peur, mais il peut s'agir de colère, voire tout simplement de vigilance – à cette exposition. Le risque que l'on redoute ou dont on a fait l'expérience est rarement constitué de grands crimes spectaculaires (de toute

manière rares), il suffit souvent de vols, de tentatives de cambriolages, de petites agressions, voire de ces manquements aux codes de bonnes relations que l'on nomme incivilités. Si se sentir solide et plein de ressources atténue la vivacité de la réaction, au contraire, s'éprouver vulnérable la dramatise. Il peut s'agir d'une vulnérabilité physique – une personne âgée fragile redoute plus qu'un jeune homme d'être impliquée dans une bagarre – ou encore sociale : le sentiment d'insécurité est plus intense parmi les résidents des quartiers de relégation de la proche banlieue Nord que chez ceux des arrondissements Nord de Paris en voie de gentrification ; et il est pratiquement absent chez les habitants des arrondissements de Paris les plus cossus.

L'autre extrémité de l'insécurité est moins liée à l'expérience ou à l'exposition au risque délinquant. Moins expérientielle, elle est plus expressive : les crispations sécuritaires sont alors plutôt une manière d'exprimer une préoccupation qui se cristallise sur la criminalité mais qui la dépasse largement. Bien qu'ils soient de tous les Franciliens les moins exposés à la délinquance, les périurbains de grande banlieue sont ainsi ceux qui y réagissent le plus fortement. Retrouve-t-on dans ces banlieues éloignées, le vertige de la modernité tardive (Young, 2007) ? Une portion des classes moyennes serait conduite à éprouver un *ressentiment*, une sorte de revanchisme moral. La hantise du déclassement s'accompagne d'une obsession pour les règles, d'une diminution de la tolérance à la déviance, d'une réponse disproportionnée aux violations des normes. Elle produit un ressentiment envers un monde populaire, notamment immigré, qui paraît séparé de la société « décente », dont il gaspillerait les impôts sans faire aucun effort. Cette obsession occuperait une place particulière dans la société française : tout risque de chute y prendrait un tour gravissime dans les couches moyennes d'une formation sociale particulièrement hiérarchisée selon les rangs et les statuts (Maurin, 2009).

L'insécurité est donc quelque chose de complexe : sur une face réaction à un risque, sur une autre expression d'une préoccupation qui dépasse la seule délinquance. Toute manifestation particulière d'insécurité peut pencher plutôt d'un côté ou plutôt de l'autre. Dans le premier cas, on relèvera une forte consonance entre l'insécurité et l'exposition personnelle à la délinquance ou l'expérience que l'on en a (ainsi en va-t-il pour les résidents de la proche banlieue Nord) ; dans le second, au contraire, le risque personnel joue peu et l'on observe des situations contre-intuitives comme c'est le cas chez les périurbains de grande banlieue. Ainsi comprend-on les résultats contradictoires obtenus par ceux qui ont cherché à mesurer la corrélation entre délinquance et insécurité.

Cette distinction constitue le résultat le plus solide des recherches sur l'insécurité. Elle est redécouverte périodiquement par des scientifiques, même s'ils emploient pour l'énoncer un vocabulaire qui n'est pas toujours le même. Dès 1971, un court article de Frank F. Furstenberg Jr. proposait de distinguer *fear* et *concern*. En 1980, le rapport Figgie reprenait une distinction comparable en parlant de *concrete fear* et de *formless fear*. Tout récemment, Farrall, Jackson & Gray (2009) distinguent *worried* et *anxious*. En France, c'est un article de 1997 (Robert, Pottier, 1997) qui a montré le premier que les volets de peur et de préoccupation de l'insécurité correspondent à des cheminements différents : le premier dépend de l'exposition à la criminalité combinée avec la vulnérabilité physique ou sociale que l'on ressent ; le second prolifère dans des populations qui craignent de n'avoir pas les ressources pour faire face au changement, qui l'appréhendent donc et haïssent toute forme de désordre.

Les peurs concrètes varient – souvent dans des proportions importantes – selon les situations, les circonstances, les personnes en cause, les localisations ; on ne peut pas les résumer par un chiffre simple. Pour une même personne, les scores de peur peuvent varier du tout au tout selon qu'elle parle de chez soi, de son quartier, des différents modes de transport, ou encore de la peur pour ses proches, notamment pour ses enfants... Ainsi, les peurs des périurbains de grande banlieue ne dépassent les moyennes franciliennes que pour les transports en commun par voie ferrée. La difficulté est moins grande pour la préoccupation sécuritaire qui est plus abstraite, moins dépendante des circonstances ; ainsi, très souvent, enquêtes et sondages prétendent mesurer la peur de la délinquance, mais ils ne saisissent en fait que la préoccupation sécuritaire.

Disons, pour donner un ordre de grandeur, que de manière assez stable depuis la fin des années 1970, un sixième environ de la population métropolitaine place l'insécurité au premier rang des problèmes de société.

III. Insécurité et transports publics

Je me bornerai ici à quelques brèves remarques pour nourrir vos débats à venir.

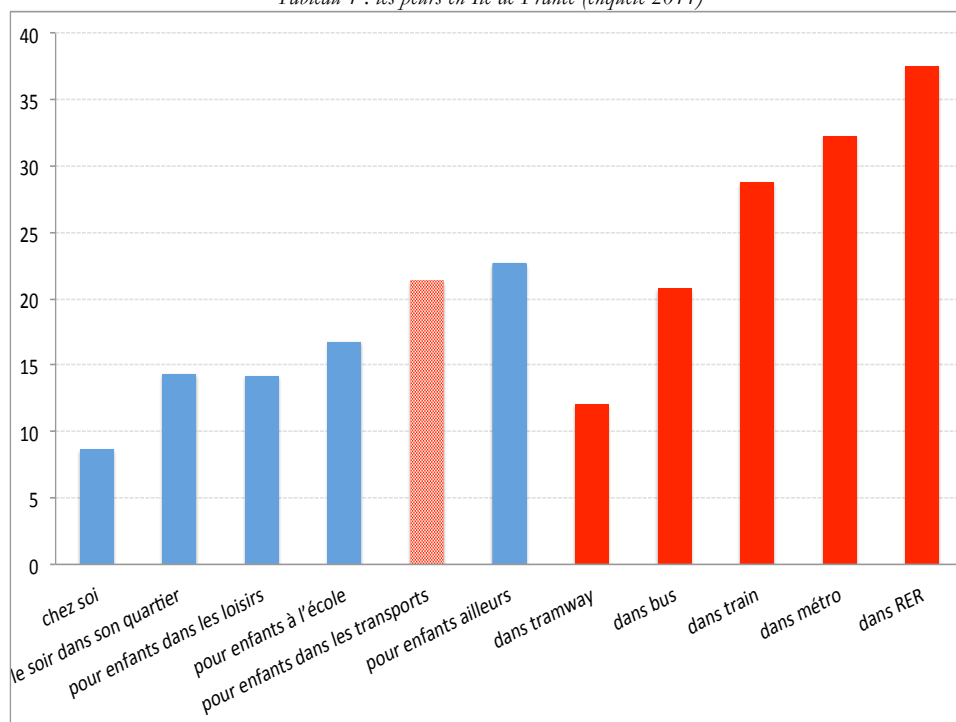
La première concerne l'importance de l'insécurité dans les transports publics. J'en donnerai une seule illustration tirée des enquêtes réalisées tous les deux ans depuis 2001 en Île-de-France par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU-IdF) (tableau 1) : si les autres peurs n'atteignent en général pas le cinquième des enquêtés, celles dans les transports se situent généralement au-dessus de ce seuil.

Peur chez soi	8,71
Peur le soir dans son quartier	14,37
Peur dans le tramway	12,07
Peur dans le bus	20,80
Peur dans le train	28,79
Peur dans le métro	32,29
Peur dans le RER	37,54
Peur pour ses enfants à l'école	16,78
Peur pour ses enfants dans les transports	21,35
Peur pour les enfants dans les loisirs	14,20
Peur pour les enfants ailleurs	22,65

Source : LAU-IdF

champ : Île-de-France

Tableau 1 : les peurs en Île-de-France (enquête 2011)



On observera encore les fortes différences entre les différents moyens de transport, du tramway au RER. Et cette sorte de classement reste constant dans le temps (tableau 2)

	tramway	bus	train	métro	RER
Enquête francilienne 2001	5,87	17,64	25,9	27,87	30,65
Enquête francilienne 2003	6,97	18,03	26,36	28,72	31,49
Enquête francilienne 2005	10,10	17,77	26,66	28,00	32,98
Enquête francilienne 2007	8,02	18,44	25,40	25,41	31,34
Enquête francilienne 2009	7,56	14,77	23,00	24,46	31,68
Enquête francilienne 2013	12,05	19,41	26,67	29,48	34,06

Source : LAU-IdF.

Champ : Île-de-France

Tableau 2 : Personnes déclarant avoir « souvent » ou « quelquefois » peur dans les différents transports (%)



Comment expliquer que les transports publics soient ainsi le lieu où l'insécurité prospère le plus ? Il serait difficile de répondre rapidement sans tenir compte des différences que révèlent des monographies approfondies. On peut se demander toutefois si une caractéristique anxiogène du transport en commun ne git pas dans la cohabitation temporaire mais contrainte qu'elle impose, dans un espace restreint et qu'il est difficile de quitter, avec des gens que l'on n'a pas l'habitude de côtoyer de si près. Du coup, leurs réactions paraissent d'autant plus imprévisibles que, faute de familiarité, on est réduit à accorder beaucoup de crédit aux apparences et qu'on n'a souvent à sa disposition, pour les interpréter, que des stéréotypes de sens commun.

Cette situation explique peut-être la diffusion d'une réaction qui combine deux postures apparemment contradictoires, d'une part l'adoption d'une apparence lisse qui évite de susciter d'éventuelles réactions agressives, mais d'autre part, la mise en œuvre d'une discrète vigilance : on se plonge dans sa lecture... mais en regardant attentivement à côté de qui on est assis.

Si ces considérations, certes très globales, ont quelque pertinence, c'est surtout pour dire que les transports publics constituent un champ particulièrement concerné par l'insécurité